

**Fiche argumentaire : le Grand Marché Transatlantique**

le 22/03/2013

*Depuis 2008 au moins a germé au sein des instances européennes l'idée de créer avec les Etats-Unis un grand espace de libre-échange à l'intérieur duquel les prétendues « entraves au commerce » seraient abolies. Cette idée a pris plus concrètement forme en novembre 2011 avec la mise sur pied d'un groupe de travail UE-Etats-Unis chargé d'étudier les voies d'approfondissement des relations commerciales entre les deux ensembles. Fin 2012, le Parlement européen a donné son feu vert à l'ouverture de négociations officielles avec les Etats-Unis en vue de parvenir à un accord applicable à l'horizon 2015. Le Front National voit dans ce projet une nouvelle étape du mondialisme effréné contraire aux intérêts économiques et politiques de la France.*

**• Les grandes lignes du projet :**

Le projet de création d'un grand marché transatlantique, tel qu'il nous est présenté par la Commission européenne, va bien au delà de la création d'un simple espace de commerce « libéré » des barrières douanières.

L'accord global actuellement recherché portera en effet sur l'ensemble « des politiques bilatérales de commerce et d'investissement », depuis l'harmonisation des normes réglementaires jusqu'à la libéralisation des conditions d'accès aux marchés publics des Etats.

Voici la liste des principaux points sur lesquels les négociations doivent officiellement aboutir :

- le démantèlement des « barrières commerciales (comprendre barrières douanières, mais aussi non tarifaires) ;
- l'introduction de mesures visant à améliorer l'accès au marché, notamment des investissements ;
- l'ouverture des marchés publics pour garantir une réciprocité totale ;
- la clarification, la simplification et l'harmonisation des règles d'origine ;
- la convergence vers une reconnaissance mutuelle des normes réglementaires (...);
- la protection des indications géographiques dans les échanges agricoles bilatéraux.

Selon la Commission européenne, un tel accord commercial aurait pour effet « d'ici à 2018 » une « augmentation de PIB de 163 milliards d'euros des deux côtés de l'Atlantique Nord ».

**• L'accélération du calendrier :**

Alors que le président Obama en personne y fit référence lors de son discours devant le Congrès américain en février 2013, un désintérêt médiatique patent entoure ce projet –potentiellement bouleversant- dans notre pays.

Les choses vont pourtant s'accroissant. Le gouvernement français, sans plus en informer nos concitoyens, a, par la voix de Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur, apporté son soutien officiel à la création d'un tel ensemble commercial.

Les négociations entre l'UE et les Etats-Unis devraient ainsi démarrer dans le courant du premier semestre de cette année.

L'accord final pourrait quant à lui entrer en application dès 2015.

- **L'opposition du Front National :**

Les raisons de l'opposition du Front National à l'établissement d'un grand marché commun transatlantique sont multiples.

D'abord sur le fond car il nous apparaît extrêmement dangereux de précipiter aussi rapidement (horizon 2015) l'harmonisation des normes commerciales entre les Etats-Unis et l'Union Européenne dont les règles sont actuellement si différentes, notamment dans l'agroalimentaire (OGM, viande aux hormones, etc.). Sur ce point, la Commission européenne semble même avoir anticipé les futures convergences réglementaires en autorisant dès à présent l'utilisation d'acide lactique pour traiter les carcasses de bovins, et donc leur importation ; assurant par là le déferlement des viandes américaines sur le marché européen.

De plus, le « démantèlement des barrières commerciales » promet l'émergence d'une nouvelle forme de concurrence déloyale en provenance des Etats-Unis, et dont l'économie française pourrait plus particulièrement souffrir. Comment en effet commercer aussi librement avec un pays dont les normes sociales en matière de droit du travail, par exemple, sont si « légères », les normes fiscales si différentes, la monnaie moins chère, mais dont les structures sont tout aussi développées et modernes que les nôtres, et les capitaux disponibles ? Le risque est grand d'une absorption par les Etats-Unis de pans entiers de l'économie européenne. L'harmonisation des normes, pour des raisons évidentes de contraintes législatives, juridiques et démocratiques, ne pouvant se faire aussi rapidement que la libéralisation et la dérégulation des marchés, le mal serait inévitable.

De même, nous ne croyons absolument pas aux estimations relatives à une hypothétique création de richesse. De ce point de vue, le chiffre avancé par la Commission européenne de 163 milliards d'euros nous apparaît tout à la fois fantaisiste et dérisoire puisque sur trois ans cela ne représente qu'une augmentation de 0,3% du PIB européen (sur la base des chiffres actuelles).

En outre, les analogies entre les mesures proposées et celles mises en œuvre depuis 15 ans au sein de l'Union Européenne -et qui n'ont pas fait leurs preuves- sont criantes : harmonisation des normes réglementaires, suppression des tarifs douaniers, ouverture de tous les marchés à la concurrence dite « libre et non faussée », ouverture des marchés publics, interdiction du protectionnisme, etc. Là encore, pourquoi marcherait à l'échelle intercontinentale ce qui a échoué au niveau européen ? Et surtout, en l'absence d'intérêts européens clairement identifiés, comment même supposer que cet accord puisse nous être favorable ? Aucun doute en revanche sur le fait que les Etats-Unis n'accepteront d'accord que s'ils estiment celui-ci conforme à leurs intérêts propres.

Enfin, nous considérons que ce projet, présenté comme essentiellement commercial, est le préalable à un projet plus politique de gouvernement mondial par l'économie.

Quelles seront les marges de manœuvre des Etats dans cet ensemble qui mettra en relation direct les institutions supranationales de l'Union européenne avec celles -bien nationales- des Etats-Unis ? La Commission européenne et le Parlement européen ne cachant d'ailleurs pas leur volonté d'asseoir leur autonomie politique sur ce projet.